Un témoignage sur les événements de Port-au-Prince en 1793

Michel Biard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/12978>

DOI : 10.4000/ahrf.12978

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2013

Pagination : 188-199

ISBN : 978290832789

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Michel Biard, « Un témoignage sur les événements de Port-au-Prince en 1793 », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 374 | octobre-décembre 2013, mis en ligne le 01 décembre 2016, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12978> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.12978>

SOURCES

UN TÉMOIGNAGE SUR LES ÉVÉNEMENTS DE PORT-AU-PRINCE EN 1793

Michel BIARD

La Collection Michel Bernstein conservée à l'Université Senshu de Tokyo, présentée dans les *AHRF*⁽¹⁾ en 2011, comprend plusieurs documents manuscrits rassemblés dans un volume consacré aux événements de Saint-Domingue⁽²⁾. Il est difficile de déterminer si Michel Bernstein a acquis ces manuscrits en plusieurs achats avant de se décider à les relier ou s'il a acheté le volume tel quel. Reconstituer la naissance et le développement de cette immense collection est aujourd'hui l'un des enjeux forts de recherches menées en collaboration entre l'Université Senshu et l'Université de Rouen. Toujours est-il que les documents présentent un évident intérêt pour l'histoire de cette colonie française, offrant notamment des témoignages rédigés par des citoyens qui furent contraints de regagner la France en raison des troubles. Parmi eux se trouve un homme que j'avais eu l'occasion de découvrir au cours d'un récent travail sur la Société des Amis de la Constitution de Honfleur⁽³⁾, Jacques Rebut, surnommé « Américain » par ses concitoyens de la petite cité normande.

Ce « réfugié » tout juste débarqué de Saint-Domingue demande à devenir membre de la Société populaire de Honfleur, par une lettre lue lors d'une réunion de celle-ci le 13 thermidor an II (31 juillet 1794)⁽⁴⁾. Dans son courrier, il affirme être arrivé dans ce port du Calvados le 28 messidor (16 juillet), moins de deux semaines après son retour en France. Il y précise qu'il résidait à Saint-Domingue depuis vingt-huit ans, soit une installation dans

(1) Michel BIARD et Yoshiaki ÔMI, « La collection Michel Bernstein (Université Senshu, Tokyo) », *AHRF*, 2011, n°2, p. 193-210.

(2) Sous la cote fol. 11.

(3) Michel BIARD, *Procès-verbaux de la Société populaire de Honfleur (Calvados) (janvier 1791-février 1795)*, Paris, Éditions du CTHS, 2011

(4) *Ibidem*, p. 604.

cette île en 1766, à l'âge d'environ 22 ans. Son admission est alors renvoyée au Comité de présentation de la Société afin que ce dernier puisse prendre des renseignements et présenter un rapport sur son cas, en application du règlement interne. Le 6 fructidor (23 août), le Comité rend compte de l'examen auquel il a soumis cinq citoyens désireux de rejoindre la Société, dont Jacques Rebut qui est alors déclaré « ajourné »⁵. Cela ne l'empêche nullement d'insister et, dans l'attente de son admission, de prendre part aux réunions de la Société en tant que simple spectateur. En effet, le 3 vendémiaire an III (24 septembre), il intervient pour proposer un menu service à la Société et le secrétaire le qualifie ainsi dans son procès-verbal : « Le cⁿ Rebut, Amériquin, membre des tribunes [...] »⁶. Le 27 du même mois (18 octobre), le conseil général de la commune lui accorde un certificat de civisme⁷. Aussi, deux jours plus tard, la Société se prononce-t-elle aussi favorablement sur son civisme⁸. Puis, le 3 brumaire (24 octobre), deux jours après la rédaction de sa déclaration au Bureau d'instruction pour les colonies (le document conservé dans la Collection Michel Bernstein et transcrit ci-dessous), le Comité de présentation demande son admission au sein de la Société⁹, ce qui est entériné le 6¹⁰. Aussitôt, la Société le choisit avec un autre de ses membres (d'Albiac) en qualité d'adjoints à l'archiviste, chargés de la correspondance et de tous les documents conservés dans ses archives. En fructidor an III (août 1795), Rebut et d'Albiac confient à la municipalité de Honfleur les archives de la Société, laquelle ne se réunissait plus depuis déjà plusieurs mois (l'ultime réunion date du 19 pluviôse [7 février])¹¹. Que devient alors Jacques Rebut ? Nulle autre trace de lui n'a pu être retrouvée à Honfleur, ni dans les documents liés à la municipalité, ni dans les listes de notables établies en l'an IX. En revanche, l'une de ses filles, Louise Reine, se marie à Honfleur le 14 brumaire an XIII (5 novembre 1804) avec un jeune enseigne de vaisseau né, comme elle, à Saint-Domingue¹². Or, à cette date, Jacques Rebut est mentionné comme « demeurant à Honfleur et *maintenant*¹³ dans la colonie », tandis que son

(5) *Ibid.*, p. 619.

(6) *Ibid.*, p. 637.

(7) AM de Honfleur, D*6.

(8) Michel BIARD, *Procès-verbaux (...), op. cit.*, p. 652.

(9) *Ibidem*, p. 655.

(10) *Ibid.*, p. 656.

(11) *Ibid.*, p. 685-686.

(12) Une autre de ses filles, Marie Joseph, s'est également mariée à Honfleur le 1^{er} frimaire an X (22 novembre 1801), avec un « navigateur » nommé Henry Benjamin Leroy. Dans l'acte de mariage, Jacques Rebut est qualifié de « colon déporté » (AM de Honfleur, E 5).

(13) Souligné par moi.

épouse réside toujours dans la ville¹⁴. Autrement dit, Jacques Rebut est reparti pour une « colonie » qui, depuis le 1^{er} janvier 1804, est devenue un État indépendant sous le nom de République d'Haïti... Fait-il partie des colons qui ont une nouvelle fois quitté l'île, pour se réfugier à la Jamaïque, à Cuba, à Porto-Rico ou aux États-Unis ? Ou bien doit-il être compté parmi les victimes des mises à mort ordonnées par Dessalines en janvier 1804 ? Nulle trace de son décès n'a pu, à ce jour, être retrouvée.

De même, nous ignorons encore tout de son installation à Saint-Domingue en 1766 et de son statut social en 1793, même si le document ci-dessous permet de l'envisager comme un propriétaire aisé ayant fait fortune dans le commerce de la canne à sucre et de ses produits dérivés. Somme toute, l'essentiel n'est de toute façon pas là, puisqu'il ne s'agit point de rédiger une notice biographique, même si j'ai pu découvrir des renseignements sur sa famille grâce aux registres paroissiaux. La présente publication entend simplement apporter le témoignage d'un colon blanc sur les événements de Port-au-Prince puis ses pérégrinations de Saint-Domingue jusqu'à Honfleur. Son récit est, sans surprise, aussi partiel que partiel, dès lors qu'il n'a pu avoir une vision globale des événements en 1793 et surtout car il associe sa voix en 1794 au concert de plaintes des réfugiés de Saint-Domingue. Pour saisir le contexte des troubles de 1793, il convient tout d'abord de rappeler que la commune de Port-au-Prince était alors dominée par une faction radicale de la population blanche, hostile aux hommes de couleur, quels que soient leur degré de métissage et plus encore leur statut (libres de couleur ou esclaves). Cette faction, dirigée par Borel, commandant de la Garde nationale de Port-au-Prince en 1793, n'avait cessé d'annoncer que la Révolution allait tôt ou tard provoquer l'affranchissement des esclaves et donc une catastrophe pour les colons blancs. Dès 1789, Borel aurait proposé des mesures pour prendre les devants et, parmi elles, on trouve « celle de rompre avec la métropole, à la dernière extrémité, de s'emparer du gouvernement, et d'armer les noirs et

(14) « Du quatorzième jour du mois de brumaire an treize Jean-Baptiste Grégoire Restout âgé de 20 ans né au môle Saint Nicolas île de Saint Domingue le 7 septembre 1784 profession d'enseigne de vaisseau demeurant à Honfleur, fils mineur de feu Jean-Baptiste Restout en son vivant demeurant au môle Saint Nicolas et de feu Catherine Ecreverenn muni du consentement en forme de sa famille et Louise Reine Rebut âgée de 21 ans née à Sainte Croix des Bouquets Ile de Saint Domingue en 1783 fille majeure de Jacques Rebut demeurant à Honfleur et maintenant dans la colonie et de feu Elisabeth Beaucamp, ayant épousé en secondes noces Jeanne Françoise Guitau demeurant audit Honfleur » (*Ibidem*, E 18).

les mulâtres contre les lois de la France »¹⁵... le tout non sans contradictions, dès lors qu'il s'agissait aussi et avant tout de refuser l'égalité aux mulâtres et de maintenir les esclaves dans une étroite subordination. Lorsque Polverel et Ailhaud, deux des commissaires civils envoyés à Saint-Domingue par la Convention nationale (le troisième étant Sonthonax), se présentent à Port-au-Prince à l'automne 1792, Borel parvient pourtant à les convaincre de son attachement à la défense de la Révolution. Plusieurs lettres de Polverel en témoignent, qui attestent le « patriotisme » de Borel et de ses amis. Pourtant, en dépit de ce bon accueil initial destiné à circonvenir les deux commissaires civils, les troubles éclatent vite dans la ville, déjà divisée depuis de longs mois, notamment sous l'influence du club local dominé par les partisans de Borel. En décembre 1792, plusieurs mulâtres subissent des agressions, sans que la municipalité en poursuive les auteurs. Borel met alors au point un projet de confédération pour rassembler les quatorze paroisses de l'Ouest (l'une des trois provinces de la colonie), projet aussitôt dénoncé par Polverel, tandis que Borel refuse désormais ouvertement de reconnaître l'égalité des mulâtres décrétée par l'Assemblée législative au printemps 1792. Lorsque Picquenard, l'un des secrétaires de Sonthonax, est arrêté sitôt arrivé à Port-au-Prince, l'affaire s'envenime. Au début de mars 1793, Sonthonax quitte la ville du Cap et gagne celle de Saint-Marc où il est rejoint par Delasalle, gouverneur provisoire de la colonie¹⁶, puis par Polverel. Le 21 mars, la ville de Port-au-Prince est déclarée en état de rébellion contre la République, tandis que Borel en chasse les mulâtres et lève une armée composée d'anciens militaires blancs et d'esclaves noirs, avec laquelle il ravage la plaine du Cul-de-sac, près de Port-au-Prince. Le blocus de la ville commence le 5 avril suivant. Le 12, après un intense bombardement dirigé depuis le vaisseau *L'America*, à bord duquel se trouve Sonthonax, les négociants contraignent Borel et ses partisans à abandonner la ville et à se réfugier à la Jamaïque, sous protection britannique. Le 13, la municipalité de Port-au-Prince annonce sa soumission ; le lendemain, Sonthonax et Polverel font leur entrée dans la ville vaincue. Celle-ci est frappée d'une contribution de 450 000 livres, de nombreux habitants sont

(15) Jean-Philippe GARRAN-COULON, *Rapport sur les troubles de Saint-Domingue, fait au nom de la Commission des Colonies, des Comités de Salut Public, de Législation et de Marine réunis [...] imprimé par ordre de la Convention nationale*, Paris, Imprimerie nationale, an VII. p. 284.

(16) Delasalle a été lui aussi confronté à Borel, qui a poussé l'audace jusqu'à le soumettre à la garde de sentinelles, ce qui ne l'a pas empêché de s'évader et de rejoindre les commissaires civils à Saint-Marc.

déportés¹⁷, d'autres demandent des passeports pour les États-Unis, tandis que la garde nationale est réorganisée autour des mulâtres. Jacques Rebut, propriétaire d'une plantation à La Croix-des-Bouquets (au nord-est de Port-au-Prince) et ayant servi en tant que fusilier lors du bref siège de la ville, ne peut qu'être dénoncé comme un « affidé » de Borel. Répondait-il à cette description de Garran-Coulon : « [...] un grand nombre d'habitants du Port-au-Prince n'avaient eu d'autre tort dans cette malheureuse affaire que de ne pas oser résister à la faction de Borel, ou d'avoir balancé entre leurs devoirs et les sophismes dont les factieux les environnaient »¹⁸ ? Quoi qu'il en soit, ses ennuis ne font alors que commencer, de même bien sûr que sa volonté de participer aux dénonciations contre Polverel et Sonthonax en 1794, ainsi qu'on va le lire...

« Copie de la déclaration faite au Bureau d'instruction pour les colonies du 1^{er} Brumaire l'an 3^e Républicainne¹⁹.

Déclaration que fait le citoyen Jacques Rebut âgé de 50 ans natif de Benoist²⁰ district du Pont Chalier²¹ département du Calvados, Résident rue National²² à Honfleur, habitant de S^t-Domingue depuis l'année 1766,

(17) Une adresse des déportés, destinée à la municipalité du Cap-Français, évoque le nombre d'environ 250 citoyens frappés par cette mesure (Jean-Philippe GARRAN-COULON, *Rapport [...]*, *op. cit.*, p. 356).

(18) *Ibidem*, p. 340.

(19) Document manuscrit de quatre pages, conservé dans les fonds de l'Université Senshu de Tokyo (Collection Michel Bernstein, fol. 11 pièce 65-66). L'orthographe d'origine a été conservée dans cette transcription, en revanche la ponctuation a été en partie corrigée de manière à faciliter la lecture. De même, les majuscules manquantes ont été rétablies pour les noms propres. Je tiens à remercier ici le professeur Yoshiaki Ômi, de l'Université Senshu, pour m'avoir autorisé à publier ce document, ainsi que Bernard Gainot pour ses conseils toujours précieux dès lors qu'il s'agit d'étudier une question touchant aux colonies. Mes remerciements s'adressent aussi à Pierre Jan, conservateur des Archives municipales de Honfleur, et à Jacques de Cauna qui a bien voulu m'éclairer de ses connaissances sur Saint-Domingue.

(20) Saint-Benoît-d'Hébertot, commune du Calvados, est située au sud de Honfleur. Fils de Jacques Rebut et de Françoise Élisabeth Quetel, il est né le 6 mai 1744 (AD Calvados, Registres paroissiaux de Saint-Benoît-d'Hébertot, B.M.S. 1668-1792).

(21) Nouveau nom alors donné à la commune de Pont-L'Évêque (depuis la mise en place des nouvelles subdivisions administratives en 1790, la commune de Honfleur est rattachée au district de Pont-L'Évêque).

(22) Cette rue correspond à l'actuelle rue Haute, artère qui part vers l'ouest à partir de la lieutenance, bâtiment situé tout près du vieux bassin. La rue Nationale est au XVIII^e siècle un lieu de résidence des armateurs honfleurais et de tout un petit monde qui vit du commerce maritime, ce qui peut contribuer à expliquer le choix de Jacques Rebut.

marié en 1776²³, Père de 4 enfants²⁴, de retour en France depuis le 17 messidor 2^e Républicainne.

En vertu de l'avy inséré dans le journal de Perlet²⁵ du 24 vendémiaire qui invite tous les citoyens à donner les renseignements nécessaires sur les malheureux événements qui ont affligé les colonnies ; – Je me borne dans mon récy à ne parlé que de Sontonax, Polverel, C^{res} nationaux civils²⁶, La Salle faisant fonction de général²⁷, Montbrun²⁸ & Beauvais homme de couleur²⁹, des faits par eux exercés contre les infortunés citoyens du P^t

(23) Jacques Rebut, âgé de 32 ans, épouse à Port-au-Prince, le 23 septembre 1776, Élisabeth Beaucamp. Il réside alors dans le quartier de Bellevue, sa compagne, âgée de 26 ans, dans celui de Grand-Fond (État-civil en ligne de Saint-Domingue, registres de Port-au-Prince). Élisabeth Beaucamp meurt dans la paroisse de La Croix-des-Bouquets, le 19 décembre 1789 (deux semaines après la naissance de son dernier enfant). Dans l'acte de décès rédigé le lendemain, Jacques Rebut est qualifié d'« habitant » et le registre précise qu'elle est morte « sur son habitation, située au fond parisien, quartier de cette paroisse ». Jacques Rebut se remarie à La Croix-des-Bouquets, le 4 juin 1790, avec Jeanne-Françoise Guitau du Fougeray, « habitante au quartier des grands bois en cette paroisse », née en Bretagne, veuve de Prosper Ambroise Rajot lui aussi habitant. À cette date, Jacques Rebut réside « sur son habitation en cette paroisse » (État-civil en ligne de Saint-Domingue, registres de La Croix-des-Bouquets).

(24) Élisabeth Antoinette Gabriel, née le 5 octobre 1778 (acte de baptême daté du 15 décembre de cette même année), et Marie Joseph, née le 14 octobre 1779 (acte de baptême daté du 10 avril 1780), toutes deux à Port-au-Prince ; Louise Reinette, née le 7 septembre 1782 (acte de baptême daté du 10 février 1783), et Laurence Antoinette, née le 3 décembre 1789 (acte de baptême daté du 25 août 1791), toutes deux à La Croix-des-Bouquets. Une cinquième fille, Jeanne Louise Pauline, née à Port-au-Prince le 11 novembre 1780 (acte de baptême daté du 22 avril 1781), décède à La Croix-des-Bouquets le 20 janvier 1783 (État-civil en ligne de Saint-Domingue, registres de Port-au-Prince et de La Croix-des-Bouquets). Le couple quitte donc Port-au-Prince pour s'installer dans une plantation (une « habitation ») à La Croix-des-Bouquets entre la fin de 1780 et l'automne 1782.

(25) Publié sous plusieurs titres successifs, ce quotidien existe depuis le 1^{er} août 1789 et survit jusqu'au 21 décembre 1795.

(26) Partis de France à la fin de juillet 1792, les trois commissaires nationaux civils (Sonthonax, Polverel et Ailhaud) ont débarqué au Cap Français le 19 septembre suivant. Leur mission est de veiller à l'application de la loi du 4 avril 1792 qui reconnaît l'égalité des droits pour les « libres de couleur ». Sous cette appellation sont regroupés les libres de naissance souvent mulâtres (les enfants nés d'un père blanc et d'une mère noire ou métisse) et les affranchis noirs ou sang-mêlé. Ce groupe est en pleine ascension sociale dans les colonies françaises, notamment à Saint-Domingue, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. En dépit des dispositions du Code noir, mis en place en 1685 et qui ne reconnaissait que deux catégories de population, les maîtres et les esclaves, diverses ordonnances royales et autres textes réglementaires ont peu à peu réduit les « libres de couleur » à un statut inférieur à celui des Blancs et les a exclus des assemblées coloniales. La Révolution permet aux « libres de couleur » de revendiquer hautement l'égalité des droits, ce que l'Assemblée constituante leur refuse tout d'abord. Dès l'automne 1790, une insurrection des « libres de couleur » éclate à Saint-Domingue, vite écrasée par les Blancs (les deux principaux meneurs, Ogé et Chavannes, sont exécutés au Cap le 26 février 1791). Le 24 mars 1792, l'égalité politique leur est enfin accordée par l'Assemblée législative.

(27) Delasalle, officier qui exerça les fonctions de gouverneur à Saint-Domingue pendant quelques mois de la fin 1792 à la mi-1793.

(28) Le colonel Brisset de Montbrun, mulâtre, aide de camp de Rochambeau, ensuite nommé adjoint au gouverneur de la province de l'Ouest.

(29) Bauvais, un des chefs des mulâtres du Sud, commande une partie des troupes amenées pour bloquer Port-au-Prince (sur Bauvais, Rigaud [cf. ci-dessous la note 58] et les autres personnages importants de la Révolution de Saint-Domingue mentionnés par Jacques Rebut, on pourra se reporter à

au P^{ce}³⁰ ; – Arrivée de Polverel et Alliaud au P^t au P^{ce}³¹, l'assemblée de paroisse fut convoquée, Polverel (& son collègue qui ne dit pas un mot) monta à la tribune, reconnut deux classes d'hommes, les libres de toutes couleurs³² et les esclaves, a annoncé la guerre avec les Anglais³³, a fait un discours sur la conduite & la mort de Louis Capet, a donné lecture d'un mémoire fort étendu, en a fait accepter les conditions, il a fait naître³⁴ les besoins de la républic pour les besoins de la guerre. La paroisse a voté un million de don patriotique.

De retour au P^t au P^{ce}, ils ont trouvé la municipalité et les corps constitués, organisée le décret du 4 avril³⁵ promulgué dans toute sa forme & teneur. Le citoyen Alliaud party sur une frégate pour France³⁶. – Voyant que ce dernier avait quitté son poste, le citoyen Polverel a party pour Les Cayes³⁷, sitôt son arrivée il écrivit à la municipalité qu'il n'avait reconnu dans les vrais principes de la révolution f^aise que les hab^s du P^t au P^{ce}. La d^{te} lettre fut imprimée et publique ; il apprit aussi que son collègue Sontonax avait pris le quart des revenus³⁸ en daurez au Cap³⁹, Polverel fit déffense aux corps constitués du P^t au P^{ce} de n'accepter aucune proclamation de son collègue quel ne fut revêtue de sa signature ; Sontonax party au

Laurent DUBOIS, *Les vengeurs du nouveau monde. Histoire de la Révolution haïtienne*, Rennes, Les Perséides, 2005).

(30) Port-au-Prince.

(31) Les trois commissaires ont décidé de se séparer, Sontonax restant dans la province du Nord, ses deux collègues passant dans celle de l'Ouest, charge à l'un d'eux de se rendre ensuite dans celle du Sud. Polverel et Alliaud s'embarquent sur une frégate pour rejoindre l'Ouest le 29 octobre 1792. Ils atteignent Saint-Marc le 2 novembre, puis de là gagnent Port-au-Prince.

(32) Cette séparation en deux « classes » implique une égalité entre les Blancs et les « libres de couleur », qu'ils soient noirs ou sang-mêlé, donc un retour au Code noir qui ne distinguait que les hommes libres et les esclaves.

(33) La République française a déclaré la guerre à l'Angleterre et à la Hollande le 1^{er} février 1793.

(34) Connaître.

(35) Ce décret est en réalité celui du 24 mars 1792, établissant l'égalité politique des « libres de couleur », décret transformé en loi par la sanction du roi accordée le 4 avril suivant.

(36) Alliaud, alors qu'il devait se rendre dans la province du Sud, quitte l'île à la mi-novembre 1792 sans prévenir ses deux collègues de son départ.

(37) Environ un mois après le départ d'Alliaud, constatant que celui-ci ne s'est pas rendu vers sa destination et ne sachant où il se trouve alors, Polverel part pour le Sud et gagne Les Cayes.

(38) Le quart des revenus des citoyens, pris « à titre d'emprunt » sous le nom de « subvention » (PAMPHILE DE LACROIX, *Mémoires pour servir à l'histoire de la révolution de Saint-Domingue*, Paris, Pillet aîné, 1819, tome 1, p. 238 ; François BLANCPAIN, *Étienne de Polverel, libérateur des esclaves de Saint-Domingue*, Bécherel, Les Perséides, 2010, p. 154-155). Cette question du quart des revenus renvoie au régime agraire institué par les commissaires après l'abolition de l'esclavage ; une part des revenus de la plantation revenait au propriétaire, une part aux cultivateurs, une part versée à la République sous forme d'impôt, une part pour l'investissement et l'entretien du matériel.

(39) Le Cap-Français, dans la partie septentrionale de la colonie.

Cap vers le 1^{er} jour de mars 93 V.S.⁴⁰ se rendy à S^t Marc⁴¹ où il fit une proclamation par laquel il invitoit les parroisse de la partie de l'ouest de lui envoyé toutes les forces armées pour marcher contre (dit-il) les brigand du P^t au P^{ce} disant qu'ils s'étoient couvers de crimes & qu'ils en préméditais de plus g^{ds} encor. La commune du P^t au P^{ce} fut assemblée délibéra d'écrire au citoyen Polverel pour l'inviter à se rendre au P^t au P^{ce} à l'effet d'arrester l'exécution de la proclamation de son collègue ; elle marqua également son étonnement aux paroisses de la partie de l'ouest. Quel fut la surprise des malheureux hab^{ts} du P^t au P^{ce}, l'arrivée de Polverel à S^t Marc qui de suite aprouva la proclamation de Sontonax, ils firent des levée de troupe composée de quelque Blanc sans aveu, homme de couleur et esclave à qui il promire le pillage. – Le citoyen La Salle, résidant au P^t au P^{ce} et en fonction, parraissant également surpris de se stratagème, dit à plin assemblée : permettez frère & amis que j'aille à S^t Marc avec deux députés pris dans votre sin pour disculper les commissaires des projets qu'ils ont envers vous & ne consentiray jamais à ce qu'il vienne vous opprimé⁴².

L'arrivée du citoyen La Salle fut bien différente qu'il s'étoit anoncé, il fu requis par les commissaires de marché contre le P^t au P^{ce} et pris le commandement d'une armée qui cernoit la partie nord du P^t au P^{ce}. Les députés étoient allés près de la commune & Daubagne officier municipal qui ont resté fort tranquil jusqu'à mon départ. – Le citoyen Beauvais qui avoit party incognitau du P^t au P^{ce}, homme de couleur & capt^{ne} dans la g^{ie} nat^{lle}⁴³, se rendy également pour servir les projets de Sontonax et Polverel, repassa à Léogane⁴⁴ fit une levée de ses antiens satellittes. Une g^{de} partie de ceux du P^t au Prince ont refusé de s'y rendre, je veux dire des homme de couleur, il forma une seconde armée & cernoit les partis sud du P^t au P^{ce}⁴⁵, ce Beauvais étoit cy devant colonnel des homme de couleur révoltés⁴⁶.

Les comissaire Sontonax s'embarquèrent sur le vaisseau L'America, avoient à leurs suite trois frégatte⁴⁷, firent une proclamation qu'ils vouloient

(40) Vieux style, formule qui renvoie au calendrier grégorien car le calendrier républicain est en vigueur depuis l'automne 1793.

(41) Saint-Marc, dans la partie occidentale de la colonie.

(42) En réalité, contrairement à ce qu'écrit ici Jacques Rebut, Delasalle s'est donc évadé de Port-au-Prince pour rejoindre Polverel et Sonthonax.

(43) Capitaine dans la Gendarmerie nationale.

(44) Léogane se trouve au sud-ouest de Port-au-Prince.

(45) Delasalle bloquait la ville par le nord avec 800 hommes et Beauvais par le sud avec 4 à 500 hommes, si l'on se fie aux chiffres avancés par Pamphile de Lacroix (*Mémoires pour servir [...], op. cit.*, p. 238).

(46) Au cours de l'insurrection des « libres de couleur » en 1791.

(47) En réalité, un vaisseau de ligne (*L'Amérique*), deux frégates (*La Fine* et *L'Astrée*) et une gabarre (*La Normande*).

entré avec leur armée de terre et de mer⁴⁸. La commune assemblée fit réponse qu'ils pouvoient entré avec les blanc et homme de couleur de la ville, ce qu'ils refusèrent. Ils ordonnes aux capt^{ne} des navir marchand de sortir de la rade, ce qu'il a effectuer de suite et d'après refuser d'entendre les réclamations des citoyens h^t de cette malheureuse ville.

La cannonade commença le 12 avril v.s. à huit heure du matin, le pavillon national flotait sur les forts et à la municipalité, une grêle de boulets furent poussée avec la plus g^{de} impétuosité⁴⁹, les cris des vieillars femmes et enfans se faisoient entendre. Plusieurs furent frapée et victime de cette événement inatendu, affin vers les 5 heures d'après midy le feu cessa et se disposent à faire leur entrée.

J'étais sur le fort appelé fort Léogane où il ne fut pas brûlé une amorce, commandé par le citoyen Bois Martin, antien capitaine au régiment du P^t au P^{ce}⁵⁰. J'y étais en qualité de fusille. Il arriva sur les 7 heures du soir une lettre du citoyen Salle qui invitoit les bons citoyens de garder les forts affin de les lui remettre lors de son entrée. Et que nous eussions à donner nos signature, ce qui fut fait.

Le 13 au matin entre les armées de La Salle & de Bauvais, nous leur remime les forts & chacun se retira chez lui – Le 14 à 9 heur de matin, quel fut ma surprise de voir arrivé chez moy cinq homme de couleur libre & esclave dont un avoit été condamné par arrest du ci devant Conseil à être rompû. Il vomissoit des horreurs, me demandant mes armes, disant qu'ils alloient tout pillé, que c'étoit leurs ordre. Je demandai à les voir & à m'exibé celle qu'il avoit de m'arreté, ce qu'il refusa en me disant qu'il n'en avoit pas besoin.

Je fus conduit à la municipalité où j'ai trouvé plus de cinquante hab^s déjà arrestés ; ils se plaignoient qu'on leur avoit vollé montre & bijoux.

Nous fûmes transférée l'après midy en prison où chacun feroit sa pétition au C^{ens} Com^{ssaires}. Il ne répondirent à aucune, ils envoyèrent un célérat nommé Dufournau qui faisoit mettre au cachot plusieurs citoyens et aussi des famme. Ce monstre ne paroît ne respirer que le sang, il nous traitoit de brigand & scélérats. Je fis en mon particulier plusieurs pétitions

(48) La proclamation de Sonthonax et Polverel contre la municipalité de Port-au-Prince date du 21 mars 1793.

(49) 4 à 5 000 coups de canon auraient été tirés (4 500 selon Thomas MADIOU, *Histoire d'Haïti*, Port-au-Prince, Deschamps, 1989 [1^{ère} éd. 1847-1848], tome I [1492-1799], p. 171). Ce bombardement fait partie des onze chefs d'accusation rédigés par les colons contre Sonthonax et Polverel au moment où ceux-ci furent arrêtés sur ordre de la Convention nationale (François BLANCPAIN, *Étienne de Polverel [...], op. cit.*, p. 73 et 179).

(50) Le régiment du Port-au-Prince était un des six régiments de troupes coloniales réglées, licenciés en 1791 à la suite des nombreux troubles dans lesquels les soldats étaient impliqués.

où je demandais la cause de mon arrestation ; ne m'étant meslée d'aucune chose, j'ignorais absolument mon crime ; je leur faisais connoître que je suis père de famille chargé d'intérêt à autrui, ces pétitions n'eurent aucun succès.

Ce fut alors une contribution de quatre cents cinquante mille livres à payer dans trois jours⁵¹, je fus imposé à 660 l. pour ma cotte part qui fut acquittée de suite chez le citoyen Loreil, entien popon blanc⁵² receveur de cette contribution.

Pour prouver les honnêtes gens qu'ils avoient à leur suite, un secrétaire de la municipalité de S^t Marc fit prendre chez moy un cheval sellé & bridé avec un jeune nègre de 12 à 13 ans, fit toutes ses courses pendant viron quinze jours au P^t au P^{ce} et enleva à S^t Marc mon nègre & cheval ; j'écrivis à mon beau frère de réclamer ces objets vû que j'étais en prison, il me marqua que cet homme dit que les Com^{ssaires} les lui avoient donné pour sa récompense.

Un nègre de S^t Marc faisant sa garde à la gaule⁵³, Duffournau le trouva endormy le menaça – le nègre a répondu qu'il partirait pour chez son maître, qu'il dormiroit à son aise, preuve que leur armée étoit composée d'esclave.

Nous fûmes embarquée le premier mai 93 v. s. sur le n^{re} le S^t Honoré à viron 3 du soir⁵⁴. Ce fut alors que le gaulier nous apporta à 5 ou 6 un permy de Sontonax & Polverel d'aller à la N^{lle} Angleterre⁵⁵, avec deffense de ne reparoître dans les colonnies qu'après la guerre intérieure et extérieure, et nous permettant de nous embarqués sur tel n^{res} que nous jugerions à propos nous laissant la liberté de nous y disposer, j'ai enfain prolongé jusqu'au p^{er} juillet dans un n^{re} américain nommé Le Tetis de Baltimore, capit^{ne} Poor. Je laissai sur ma guildive⁵⁶ un jeune homme chargé de mes affaires qui tira au

(51) Dans son rapport sur Saint-Domingue, Garran-Coulon observe que cette contribution devait rembourser les frais de l'expédition menée contre Port-au-Prince, dès lors traitée comme un pays conquis. Il ajoute qu'un tiers de la somme exigée fut réellement payée (Jean-Philippe GARRAN-COULON, *Rapport [...]*, *op. cit.*, p. 355).

(52) Après les velléités séparatistes affichées en mai 1790 par les Blancs réunis en une assemblée coloniale dans la ville de Saint-Marc, l'opinion publique blanche s'est scindée en deux factions : les « Pompons blancs » et les « Pompons rouges » (dits aussi « Léopardins »), les premiers plus modérés et surtout loyalistes, les seconds plus radicaux et sécessionnistes. Selon le témoignage de Rebut, ce Loreil aurait donc appartenu au camp des « Pompons blancs ».

(53) La geôle.

(54) L'« Adresse des citoyens du Port-au-Prince, prisonniers à bord du *Saint-Honoré*, à la municipalité du Cap » (cf. *supra* note 15) estime que le *Saint-Honoré* aurait eu à son bord 100 captifs (Jean-Philippe GARRAN-COULON, *Rapport [...]*, *op. cit.*, p. 433-434).

(55) Les États-Unis d'Amérique.

(56) Le *Dictionnaire de l'Académie* (édition de 1798) définit ainsi ce mot : « Eau-de-vie, esprit tiré du sucre. C'est le Tafia. Ce dernier mot est plus usité ». Le tafia étant de son côté compris

sort pour marché⁵⁷ contre les habitants de Jeremis⁵⁸, je fus obligé de payer 600 l. pour acheter un homme de couleur à sa place, quelque jours après il me dit qu'il falloit payé par ordre de Montbrun le dont patriotique qui fut de 1 320 l. pour ma cote part, affin je suis hors d'état de rien emporté avec moy pour pourvoir à ma subsistance – Le 1^{er} juillet 93 v. s. il party en notre présence viron 500 homme de toutes couleurs libre & esclave avec une proclamation qui ordonnoit aux hab^{ts} de Jeremis de se rendre au général Rigos homme de couleur⁵⁹, faute de ce qu'ils leur mettroit toutes les force armée qui seroit à son pouvoir, citoit Sontonnax & qui fit cette expédition sur le n^{re} Lascassas et une goelette après son retour du Cap. Je ne m'étendray sur cette événement encore plus malheureux que le P^t au P^{ce} n'ayant que des ouï dire à citer.

Je party le mesme jour pour Baltimore. Nous fûmes pris le lendemain par 5 à 6 corsaires de l'île anglaise La Providence⁶⁰ où nous fusmes dépouillez de nos papiers mémoires des principaux événements de S^t Domingue et y fûmes conduits prisonniers pendant 22 jours et une partie des m^{dises} du n^{re} fut confisquée. Nous fumes embarquez sur une autre goëlette, Lowless, cap^{tn}e Hendy, p^r Baltimore et avons arrivé le 13 aoust suivant. Je fus chez le citoyen Consul de Baltimore lui demander quelque secours qu'il me refusa. Sitôt l'arrivée du citoyen Vent-Stabele⁶¹, le citoyen Moissonnier⁶² fit publyé que tous les français qui désiroient repasser en France eussent à faire leur déclaration au Consulat, je fis la mienne & obtint un passeport pour passer sur le n^{re} La Jeune Henriette, capt^{ne} Jean Mazau

par le dictionnaire comme une « eau-de-vie de sucre », donc un alcool élaboré à partir des mélasses (puis du jus) de canne à sucre, par extension une guildive désigne ici une distillerie (une guildiverie).

(57) À l'exemple de ce qui se pratique alors en France pour la levée de 300 000 « volontaires » destinés aux armées, mais aussi des usages du recrutement pour la Milice sous l'Ancien Régime, le tirage au sort permet de désigner ceux qui, parmi les jeunes gens, sont requis pour le service des armes.

(58) Jérémie, située à l'extrémité occidentale de la partie sud de Saint-Domingue.

(59) Rigaud, « libre de couleur », a participé à la guerre d'indépendance américaine et dirigé avec Pinchinat le soulèvement des « libres de couleur » dans le sud de Saint-Domingue en 1791.

(60) L'île de la Providence, occupée par les Anglais depuis le XVII^e siècle, est située au large de l'actuel Nicaragua, c'est-à-dire très loin de la route que devait suivre un navire entre Saint-Domingue et Baltimore, preuve que ses corsaires agissaient dans toute l'étendue de la mer des Caraïbes et même au-delà.

(61) Le contre-amiral Van Stabel était alors chargé par le Comité de salut public de rassembler des subsistances (grains, farines, etc.) et des matières premières dans la baie de Chesapeake (au fond de laquelle se trouve Baltimore), puis d'escorter avec la division placée sous ses ordres un convoi de navires marchands. Celui-ci, qui aurait dû quitter les États-Unis dès l'automne 1793, fut renforcé par plusieurs navires d'un autre convoi justement venu de Saint-Domingue et finit par rassembler 117 navires marchands, escortés par deux vaisseaux de ligne et plusieurs frégates. C'est ce convoi qui fut traqué puis finalement attaqué par la flotte anglaise les 9-13 prairial an II (28 mai-1^{er} juin 1794) au large d'Ouessant, mais qui put rejoindre Brest grâce au sacrifice de plusieurs navires de l'escadre de Brest sortie à sa rencontre (dont le célèbre *Vengeur du Peuple*).

(62) Moissonnier, consul de la République française à Baltimore.

de Marseille⁶³. Arrivé à Brest, les membres du Comité révolutionnaire firent la visite de nos papiers et m'ont gardé l'ordre de déportation de Sontonnax & Polverel en date du 1^{er} may 93 v. s. et la déclaration que j'ai fait au Consulat de Baltimore. J'ai écrit et n'ai pu l'avoir, ses pièces vous seroient nécessaires, il y a quantité de personne qui ont fait des déclarations où il charge les Sontonnax & Polverel⁶⁴ que ce mesme Comité de Brest a également gardé, savoir cy eut dans la vue de tous les transmettre ce que j'ignore.

Voicy citoyens ce que j'atteste sincère et véritable autant que la mémoire a pu me rappeler. A honneur ce 1^{er} Brumaire 3^e année républicaine.

Salut et Fraternité ».

Sur la quatrième page sont recopiés deux extraits du *Journal de Perlet* :

« N° 751 : Journal de perlet du 24 Vendémiaire an 3^e R

La Commission des Colonies établie par décret du 9 vendémiaire voulant s'entourer de toutes les lumières dont elle a besoin invite les citoyens à lui fournir tous les Renseignemens qu'ils peuvent avoir sur les causes des troubles qui ont agité les colonies.

Les Membres de la Commission déclarent en même temps qu'ils ne recevront individuellement chez eux aucun éclaircissement ou pièce, ceux qui voudront en apporter sont priés de ne les apporter qu'à la Commission assemblée rue Nicaise maison Coigny.

N° 755 : Journal de perlet du 28 Vendémiaire

Sur le rapport du Comité des secours publics, la Convention nationale décrète que les Citoyens réfugiés des départemens envahis par les brigands ou autres ennemis de la République, les Réfugiés des îles du vent, sous le vent et des établissemens français dans l'Inde ainsi que les Corses réfugiés déportés ont droit à des secours, ceux âgés de moins de 60 ans auront 75 l. par mois ; les femmes et les enfans au dessous de 12 ans auront les deux tiers de cette somme ; les enfans au dessous de cet âge n'auront que le

(63) Ce navire faisait-il partie du convoi ? En tout état de cause, Rebut affirme être rentré en France le 17 messidor an II (5 juillet 1794), soit un mois après le combat et alors que le représentant du peuple en mission Jeanbon Saint-André a annoncé l'arrivée du convoi à Brest le 25 prairial (13 juin).

(64) Toute une campagne de dénonciations a visé Sonthonnax et Polverel, active notamment dans le milieu des colons réfugiés aux États-Unis et ensuite développée en France même sitôt certains de ceux-ci parvenus à Brest en 1794 (cf. François BLANCPAIN, *Étienne de Polverel [...], op. cit.*, p. 169).

tiers ; ceux qui auront plus de 60 ans recevront 3 l. par jour, les femmes 2 l., les fonds nécessaires pour fournir à cette dépense seront pris sur les 20 millions mis à la disposition de la Commission des Secours Publics. »

Michel BIARD
GRHis-Normandie-Université
61 rue Lord Kitchener
76600 – Le Havre
biard.m@wanadoo.fr